

**BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES
SUR L'ENVIRONNEMENT**

ÉTAIENT PRÉSENTS: M. MICHEL GERMAIN, président
Mme CLAUDETTE JOURNAULT, commissaire

**AUDIENCE PUBLIQUE SUR LE PROJET
D'AMÉNAGEMENT HYDROÉLECTRIQUE DES CHUTES À THOMPSON
SUR LA RIVIÈRE FRANQUELIN
PAR LA SOCIÉTÉ D'ÉNERGIE RIVIÈRE FRANQUELIN INC.**

PREMIÈRE PARTIE

VOLUME 3

Séance tenue le 30 avril 2008 à 19 h
Centre des loisirs
14, rue des Érables
Franquelin

TABLE DES MATIÈRES

SÉANCE DU 30 AVRIL 2008

SÉANCE DE LA SOIRÉE

QUESTIONS DE LA COMMISSION..... 1

M. JOHN BURCOMBE 3

QUESTIONS DE LA COMMISSION..... 21

M. JOHN BURCOMBE 31

MOT DE LA FIN 35

SÉANCE DU 30 AVRIL 2008
SÉANCE DE LA SOIRÉE
QUESTIONS DE LA COMMISSION

5 **PAR LE PRÉSIDENT:**

Mesdames et messieurs bonsoir, nous allons débiter dans quelques instants!

10 Alors bonsoir et bienvenue à cette troisième séance de la première partie de l'audience publique portant sur le projet d'aménagement hydroélectrique des chutes à Thompson sur la rivière Franquelin.

15 Alors ce soir, nous allons poursuivre le questionnement de la Commission et des personnes intéressées à venir adresser des questions ici à l'avant.

La personne pour l'instant que j'ai d'inscrite n'est pas encore arrivée, alors ce que je vais faire, nous avons en rencontre préparatoire mentionné certains aspects avec le promoteur, notamment un sujet qui était relatif à la stabilité.

20 Il y a un endroit qu'on surnommait, je crois, la retenue naturelle qui est près de l'endroit où le barrage projeté était situé. Il a été mentionné qu'il y avait eu un avis géotechnique de fait sur cette stabilité-là.

25 À ce moment-là, qu'est-ce que vous pouvez nous dire de plus à ce moment-là sur la géotechnique et les vérifications pour assurer la sécurité et la stabilité de ce talus naturel? Monsieur Lastère, bonsoir.

PAR M. BERTRAND LASTÈRE:

30 Bonsoir. Oui, il y a une zone où la digue naturelle, la digue naturelle de retenue est relativement peu large, elle fait huit mètres (8 m) de large et donc on s'est inquiété de savoir quand le niveau d'eau serait remonté à son niveau normal d'opération, s'il pouvait y avoir des conséquences et que, si vous voulez, l'eau puisse s'échapper à un moment donné à travers cette digue.

35 Donc des études ont été faites avec des prélèvements, des forages pour vérifier un peu quelle était la nature du terrain à cet endroit-là.

40 Donc il faut savoir – donc ça, c'est ce qu'on appelle le bief amont, la zone amont. Donc vous voyez, la zone est relativement de faible largeur, OK.

Donc on voit cette zone. Donc vous voyez la zone est faible et ensuite, vous avez vraiment une pente importante, puisque vous avez la pente de la montagne qui est ici, qui descend, on retombe, vous voyez, à la chute numéro 3, donc au bief intermédiaire.

45

On a expliqué le petit bassin de retenue. Donc si l'eau poussait à travers cette petite digue, elle pourrait traverser et puis venir s'échapper par cet endroit-là et donc avoir des conséquences en aval.

50

Alors ceci a été étudié. Alors ce qu'il faut savoir, c'est que la pression de l'eau à cet endroit sera très faible, puisque le niveau que l'on voit ici est déjà à plus de soixante-trois mètres (63 m).

55

Donc finalement, il y aura pas vraiment de pression supplémentaire d'eau. Malgré tout, nous allons vérifier quand nous allons avoir accès avec la machinerie à cet endroit, quand nous allons creuser le canal d'amenée, donc nous allons faire des forages plus importants pour vérifier qu'il ne pourrait pas y avoir un phénomène d'eau qui s'échappe par en dessous.

60

Donc il est prévu de faire ce qu'on appelle une zone d'étanchéité; et en plus, tous les matériaux de ce canal d'amenée qui sont surtout des argiles vont être placés à cet endroit pour, malgré tout, même si déjà nos conclusions, c'est qu'il n'y a pas de danger, augmenter l'épaisseur de cette digue et augmenter la distance que l'eau a à parcourir pour traverser.

65

Ceci permet à ce moment-là d'éviter tous les risques.

70

Nous avons déjà discuté de, ce qui n'est pas un problème, mais de ce point qui pourrait être considéré comme faible avec le Centre d'expertise hydrique, et nous leur avons dit qu'au moment des travaux, nous allons leur présenter, puisque les travaux se font entre un hiver, un été et un autre hiver, nous allons avoir donc accès et on pourra confirmer par les vrais forages, par des creusements de pelleteuse, faire le mur de "coupereau" et rajouter les matériaux pour allonger cette digue et donc s'assurer qu'il y a aucun problème.

75

Cette digue aussi nous sert – ces matériaux que l'on sort du canal d'amenée, ça nous permet de les disposer à cet endroit-là et, comme nous l'avons dit, tous les matériaux qui sont excavés sont utilisés directement sur le terrain sans qu'il y ait de charoyage et de sortir tous ces matériaux à l'extérieur. Tout est recyclé sur le site.

PAR LE PRÉSIDENT:

80

Très bien, je vous remercie, vos explications sont claires.

85

JOHN BURCOMBE

PAR LE PRÉSIDENT:

90

Je crois que monsieur Burcombe est arrivé, alors maintenant, nous allons l'inviter à venir s'asseoir à la table des intervenants!

Bonsoir monsieur Burcombe.

95

PAR M. JOHN BURCOMBE:

Bonsoir monsieur le Président. Actuellement, j'ai pas de question immédiate, excepté d'assurer que tous les transparents qui ont été présentés soient bel et bien déposés.

100

PAR LE PRÉSIDENT:

Très bien. Sylvie Mondor est allée aviser le promoteur de ça.

105

Alors bien entendu, j'aurais dû le signaler, bien entendu tout ce qui est présenté, on s'attend à avoir une copie de chaque.

PAR M. BERTRAND LASTÈRE:

Vous allez les recevoir d'ici la fin de la semaine.

110

PAR LE PRÉSIDENT:

Très bien, je vous remercie. Alors c'est réglé.

115

PAR M. JOHN BURCOMBE:

D'accord, merci.

PAR LE PRÉSIDENT:

120

Alors vous avez pas d'autres questions?

PAR M. JOHN BURCOMBE:

125

Pour le moment.

PAR LE PRÉSIDENT:

130

C'est parce que vous êtes la seule personne inscrite au registre actuellement, à moins que madame Boutin ou madame Hawey m'indique d'autres personnes, vous êtes la seule personne.

Donc vous êtes peut-être pour l'instant condamner à rester assis à poser des questions!

135

Juste pour vous dire, il est possible qu'on recontacte, si vous avez une question au représentant du ministère des Ressources naturelles qu'on a eu par téléphone tout à l'heure, on peut le recontacter dans les deux-trois (2-3) prochaines minutes si vous désirez poser des questions, parce qu'on avait cru peut-être m'indiquer que vous étiez peut-être intéressé à lui poser des questions.

140

Est-ce que vous avez des questions que vous souhaitez adresser verbalement au représentant des Ressources naturelles qui était monsieur Careau?

PAR M. JOHN BURCOMBE:

145

Non. Je crois que ce qu'on a entendu cet après-midi, ça couvre plus ou moins mes préoccupations.

Alors je pensais que c'était madame Baron qui devrait être ici ce soir?

150

PAR LE PRÉSIDENT:

155

Madame Baron avait dit qu'elle pourrait être ici. Finalement, ce qu'on m'a dit, c'est qu'elle ne sera pas là. À moins qu'elle décide de venir, mais on nous l'a signifié tout à l'heure, étant donné que c'était possible qu'elle soit pas ici, elle n'était pas ici cet après-midi, on ne l'a pas vue ce soir.

PAR M. JOHN BURCOMBE:

160

OK. Alors je m'excuse, j'ai manqué le début des discussions.

PAR LE PRÉSIDENT:

165

Le sujet était une question de la Commission relativement à – est-ce qu'il serait possible de remonter la figure de tout à l'heure?

PAR M. BERTRAND LASTÈRE:

La digue?

PAR LE PRÉSIDENT:

C'est ça. Vous allez voir pourquoi on posait la question. C'était près – le barrage projeté est en haut de l'écran.

PAR M. JOHN BURCOMBE:

On n'a pas une photo plus – cette digue est nécessaire pour compléter le pourtour du nouveau bief amont, c'est ça?

PAR LE PRÉSIDENT:

Monsieur Lastère, peut-être faire une synthèse de votre présentation!

PAR M. BERTRAND LASTÈRE:

Non, cette digue n'est pas nécessaire, étant donné que naturellement, vous avez ici une digue qui fait huit mètres (8 m) de large – pardon, j'ai dit huit mètres (8 m), qui était huit mètres (8 m) de haut et vingt mètres (20 m) de large. J'ai dit huit mètres (8 m) tout à l'heure, c'est huit mètres (8 m) de haut et vingt mètres (20 m) de large.

Donc nous avons vingt mètres (20 m) de large, c'est quand même relativement faible, donc nous avons regardé cet éventuel problème.

Et ce que l'on a regardé, c'était d'abord à quel niveau d'eau montait, l'eau monte ici à la cote 63; exceptionnellement, on a dit, en crue un en mille (1000) ans à la cote 64,3. Et le 64, c'est déjà ce niveau là.

Donc si vous voulez, la poussée d'eau sur cette digue naturelle existante aujourd'hui imperméable, aujourd'hui stable, est très faible. Malgré tout, nous avons fait des sondages géotechniques pour nous assurer de la qualité des matériaux, de telle manière à s'assurer que l'eau n'allait pas passer progressivement dessous cette digue, ce qu'on appelle miner la digue, et que l'eau s'échappe par cet endroit.

Au niveau de sécurité de barrage, ce n'est pas dangereux puisque, comme nous aurons juste, disons, un mètre (1 m) de pression d'eau, bon, il y a un peu d'eau qui pourrait s'échapper par là, mais une fois que ça s'est échappé, elle ne peut plus, on aura baissé le niveau et ça s'arrêtera.

Donc malgré tout, nous avons fait, comme je vous disais, des sondages géotechniques; ce qui nous a permis de vérifier que c'était relativement déjà étanche. Malgré tout, lorsque nous allons faire la construction, que nous aurons les équipements sur place, donc pelleteuse, foreuse,

des choses comme ça, nous allons faire des prélèvements plus profonds, de façon à nous assurer bien de la qualité des matériaux à cet endroit-là et bien vérifier l'imperméabilité.

215 Donc dans le cas où on trouverait qu'il y a un problème, un défaut, on créerait un voile d'étanchéité qui permettrait d'assurer à l'eau de ne pas traverser.

220 Ensuite, cette digue que l'on représente va nous permettre, va être constituée par les matériaux excavés du canal d'amenée qui sont des matériaux faits à partir d'argile et de moraine et qui sont relativement imperméables, donc nous allons augmenter la largeur ici de vingt mètres (20 m) à à peu près quarante mètres (40 m), ce qui va augmenter la longueur de circulation de l'eau et éviter toutes les infiltrations.

PAR M. JOHN BURCOMBE:

225 D'accord. Alors c'est une digue qui existe depuis le temps qu'on a utilisé pour les descentes de bois de la drave, c'est ça?

PAR M. BERTRAND LASTÈRE:

230 Non, non. C'est une digue naturelle. Tout ce pourtour, on le voit, tout ce pourtour, c'est naturel.

PAR LE PRÉSIDENT:

235 Monsieur Lastère, pourriez-vous montrer, on avait vu des photos, des images plus à petite échelle, qui nous permettraient d'avoir une vue d'ensemble, parce qu'on voit que c'est un phénomène, la rivière est un méandre, c'est un phénomène naturel.

PAR M. BERTRAND LASTÈRE:

240 Tenez, voilà! Vous la voyez, c'est ici. Vous voyez, c'est naturel.

245 Donc à cet endroit, donc on va le revoir ailleurs, on a d'autres photos, mais c'est cet endroit.

Donc la chute du 4 où sera installé le déversoir, on le voit encore, voilà, vous voyez ici, on voit, c'est toute cette zone naturelle, et le point faible aurait pu être à cet endroit, OK!

250 Donc c'est cet endroit que l'on va compléter avec l'excavation qui est du canal d'amenée qui part de cet endroit pour amener l'eau dans le goulet que l'on voit ici. Donc la terre et les matériaux argileux qui vont être excavés vont être déposés à cet endroit simplement pour, un, en disposer et deux, renforcer cette digue naturelle.

PAR M. JOHN BURCOMBE:

255

OK. C'est une vue vers l'aval, c'est ça?

PAR M. BERTRAND LASTÈRE:

260

Ça, c'est le bief amont, la rivière coule dans ce sens-là, et donc vous avez ici le futur déversoir et ici vous avez donc ce qu'on a appelé le bief amont, la zone amont pour disons pas utiliser le mot bief qui est moins connu. Et donc cette zone va être, après, recouverte d'eau.

265

Vous voyez, à cet endroit-là, on a deux mètres (2 m) d'eau et ce niveau-là va commencer à avoir de la végétation un peu plus élevée, donc c'est le niveau naturel du sol est plus élevé, donc vous avez très peu de pression d'eau sur la digue à cet endroit-là.

PAR M. JOHN BURCOMBE:

270

D'accord.

PAR LE PRÉSIDENT:

275

Hier, monsieur Lastère, excusez-moi monsieur Burcombe, il y avait le fameux canal d'amenée, vous parliez qu'il y avait un canal naturel plus loin.

Ce fameux canal naturel, vous attribuez son existence à quoi exactement? Est-ce que c'est un trop-plein de la rivière ou ça a été fait par la drave?

280

À quoi vous attribuez son existence?

PAR M. BERTRAND LASTÈRE:

285

Alors ce canal que l'on appelle, qu'on a appelé naturel, est en fait, on l'appelle naturel mais ce n'est pas un canal aujourd'hui.

290

Aujourd'hui, vous avez un point haut qui est situé à peu près à cet endroit-là, donc vous avez les écoulements des eaux qui s'en vont vers cet endroit, vers la rivière, et à partir d'ici, vous avez vraiment un point d'inflexion et l'eau s'écoule vers la prise d'eau.

Donc comme nous, on remonte l'eau, le niveau d'eau ici, d'un seul coup on arrive presque à ce niveau d'inflexion. En fin de compte, il faut, je crois, creuser de trois mètres (3 m).

PAR LE PRÉSIDENT:

295

C'est ça, donc le radier, le niveau maximal, ce niveau-là du point haut, l'avez-vous mesuré? Êtes-vous capable de donner une altitude?

PAR M. BERTRAND LASTÈRE:

300

Oui. Je pense qu'on l'a ici, dans le canal d'amenée, c'est dans les plans du canal d'amenée. Je pense qu'il est à l'altitude de 66, le point le plus haut.

PAR LE PRÉSIDENT:

305

C'est parce que je regardais pour voir si c'était pas lié à éventuellement une forte crue passée où il y avait eu un trop-plein. Un 66, parce que vous avez évalué par exemple les crues, ce qu'on appelle la demie de la crue maximale probable, c'est un terme technique, mais c'est une évaluation, et vous aviez estimé quel pourrait être le niveau d'eau atteint par la demie de la crue maximale probable, ce niveau d'eau était?

310

PAR M. BERTRAND LASTÈRE:

315

Était seulement de 64,30. Donc on est, à mon avis, ça n'a pas servi à évacuer de crue parce qu'il n'y a pas de dommage important.

Donc vous voyez, on essaie de retrouver, voilà! Vous voyez le canal, donc vous voyez la zone. Le bas du canal à 60, mais le niveau d'eau était, le niveau maximum était à la cote – ah, il me faudrait plus que des lunettes!

320

On va le voir mieux sur ça! Je voudrais montrer la digue et l'ensemble de l'installation.

325

Donc vous voyez, on parlait de cette digue, donc quand vous relevez le niveau, vous voyez, vous avez déjà des niveaux 63, 65, le niveau 60 ici. Donc vous arrivez à avoir une pression supplémentaire, 65, qui va être, bon ici, à 65, donc ça va rester non submergé si c'est bien 65 que l'on lit. C'est à 60 ici, OK.

Donc on aura ici trois mètres (3 m) d'eau sur cette pression-là.

330

Donc vous avez l'eau de la rivière qui sera détournée par ce qu'on appelle le canal naturel; donc ici, on va le creuser simplement pour disons canaliser l'eau. Mais comme vous voyez, on ne verra même pas le canal, puisqu'il sera sous l'ensemble du plan d'eau.

335

Et donc comme je vous disais, le terrain, il monte jusqu'ici, donc de ce côté-là ça s'écoule dans cette direction et dans cette direction-là, ça s'écoule vers le goulet naturel qui se situe après la prise d'eau ici.

Donc si on pouvait grossir ici, on verrait peut-être le niveau!

340 Donc tout cet arpentage a été fait à l'aide d'un avion qui utilise un système laser, ce qu'on appelle un LIDAR, qui permet d'obtenir une vue complète du projet avec une précision de moins de trente-cinq centimètres (35 cm).

PAR LE PRÉSIDENT:

345 Effectivement, ça peut être une entaille très ancienne effectivement, lorsqu'on sait qu'il y a, sur les dépôts marins, c'est-à-dire qu'il y a quelques milliers d'années, le golfe du Saint-Laurent, les eaux du golfe recouvraient ce milieu-là et après ça, lorsque le socle rocheux s'est relevé suite à la déglaciation, il y a eu un relèvement progressif, donc à un moment donné, cet environnement-là s'est retrouvé exondé.

350 Donc on se retrouvait à une rivière qui passait, mais le niveau de la mer était à peu près très près, ça fait que cette structure-là peut effectivement avec les niveaux qu'on obtient, peut être très ancienne, oui.

355 **PAR M. BERTRAND LASTÈRE:**

Tout à fait. Donc c'était un petit peu, à un moment donné nous avons parlé de ça, c'était donc ce canal qui peut, comme on vous a montré une photo, actuellement c'est boisé, donc bien sûr ça va être déboisé en dehors des périodes de nidification, comme nous nous sommes engagés.

360 Je sais pas si vous avez déjà fait du bateau dans les canaux, les choses comme ça, comme la vitesse d'eau va être très lente, ça va être, enfin personnellement, ce serait très intéressant de se promener dans ce genre de canal boisé avec, bon, c'est sûr que c'est pas du kayak que vous ferez, mais c'est du canot, de la barque en se promenant à cet endroit-là, et ça devrait être très bucolique.

PAR LE PRÉSIDENT:

370 Très bien, je vous remercie. Ça fait que ça répond aux questions, ça vous va, monsieur Burcombe?

PAR M. JOHN BURCOMBE:

375 Oui. Alors pour d'autres sujets, il y avait la question dans notre requête concernant les milieux humides. Je sais pas si on va les traiter ce soir.

PAR LE PRÉSIDENT:

380 C'est un sujet qu'on voulait traiter ce soir.

PAR M. JOHN BURCOMBE:

385 D'accord. Alors j'aurai peut-être des questions à ce moment-là.

PAR LE PRÉSIDENT:

Oui, allez-y, puis on pourra enchaîner avec des sous-questions.

390 Nous vous laissons l'honneur de la première question sur les milieux humides.

PAR M. JOHN BURCOMBE:

395 Oui, j'ai fait une référence au tableau sur le type des superficies des milieux humides qui est dans le document 5.2.1 page 12. C'est une réponse à des questions supplémentaires du ministère.

400 Alors on a ce tableau qui indique les différents types de milieux humides et leur superficie, et on arrive avec un total de soixante et un hectares (61 ha).

Alors j'aimerais que le ministère nous explique un peu les différents types de milieux humides et en particulier leur valeur relative un à l'autre. Dans ce tableau, pour le ministère, c'est quelle superficie qui devrait être compensée à leur avis?

405 **PAR LE PRÉSIDENT:**

410 Très bien monsieur Burcombe. Monsieur Rochon, donc, avant de répondre directement à la question de monsieur Burcombe, le ministère a publié, je sais pas si je peux appeler ça une politique, mais un énoncé du moins de compensation pour les pertes de milieux humides qui ont une valeur en tant que tels.

415 Peut-être juste en dire quelques mots là-dessus et ensuite, nous expliquer de quelle façon le ministère valide disons les chiffres qui sont ici et sur quelle base il peut demander une compensation en rapport avec des pertes de milieux humides.

Alors monsieur Rochon.

PAR M. YVES ROCHON:

420 Oui, je vais demander à ma collègue de vous expliquer la situation concernant les milieux humides.

PAR Mme ANNICK MICHAUD:

425 Donc premièrement, c'est effectivement pas une politique, mais plus une démarche qui a été mise en place en soutien pour les certificats d'autorisation en vertu de l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement pour les directions régionales.

430 Cette démarche-là, elle s'applique, comme vous avez pu le voir dans l'addenda 2, c'est une séquence d'atténuations, éviter, minimiser, compenser.

435 Le but de la démarche est venu du fait que les milieux humides, c'est complexe, c'est difficile à compenser, c'est difficile à recréer. Puis considérant la difficulté de créer les milieux humides, il faut mettre l'accent principalement sur l'évitement puis la minimisation.

440 Du coup, nous avons demandé à l'initiateur de projet de nous décrire sa démarche, compte tenu de cette séquence-là qu'on avait mise en place.

445 Donc premièrement, on a demandé d'évaluer l'évitement dans son projet. Il nous a démontré, bon, dans sa méthodologie, son impossibilité d'éviter, donc à ce moment-là, quand on ne peut pas éviter un milieu humide, on suit la séquence et on s'en va en minimisation.

450 Donc pour minimiser, bon bien, il faut changer un peu le concept du projet; il faut intégrer le milieu humide au projet. Donc il y a plusieurs façons de faire.

455 Le promoteur, on lui a demandé de faire une démonstration que nous, on a jugé adéquate dans la séquence.

460 Et ensuite de ça, là, on arrive à la compensation. C'est-à-dire que c'est en dernier recours, quand on peut pas éviter ni minimiser, on va compenser.

465 Les pertes qui sont jugées inévitables, elles doivent être compensées en respectant un ratio de compensations proportionnel à la valeur écologique du milieu humide qui est détruit ou perturbé. Ça, c'est pas très facile à faire, cette démarche-là de valeur écologique, il y a pas vraiment de recette pour la déterminer. Il y a plusieurs critères, par exemple, qui peuvent entrer en ligne de compte pour déterminer si un milieu humide est plus important qu'un autre.

470 Ensuite, il faut dire que la compensation va pas chercher nécessairement du un pour un. Donc, c'est pas parce qu'il va y avoir soixante et un hectares (61 ha) de détruits qu'on va en compenser soixante et un (61 ha). C'est plus une compensation, c'est une compensation qu'on

cherche plutôt au niveau d'une bonification environnementale liée au projet et non l'atteinte d'une perte nette.

465 Comme exemple de mesures de compensation, dans ce cas précis là, c'est soit de restaurer des milieux humides qui existent, soit protéger des milieux humides d'intérêt particulier ou toute autre proposition finalement de nature à valoriser la faune.

470 Donc comme je vous ai dit un peu plus tôt, on peut pas compenser un pour un, parce qu'on peut pas recréer une tourbière. Ça va prendre des milliers d'années. Donc il faut se trouver des alternatives.

475 Donc à ce niveau-là, le ministère constate que la démarche de l'initiateur du projet, puis surtout son identification des milieux a été faite de façon adéquate, puis c'est sûr qu'on va continuer à travailler avec le promoteur pour déterminer les mesures de compensation qui vont être mises en place. Puis les milieux humides, bon bien, c'est ça, ils sont complexes, ils sont difficiles à recréer, donc on va essayer de trouver d'autres alternatives. Par exemple, comme j'ai dit, la bonification écologique dans un milieu faunique.

480 Puis à l'intérieur de ce projet-là en particulier, une grosse partie des milieux humides qui vont être ennoyés, ça va être des aulnaies, puis bon, selon nos experts qu'on a consultés, les aulnaies, c'est pas nécessairement des milieux qui sont reconnus pour être très utiles, très utilisés au niveau faunique, puis c'est pas un milieu humide qui est limitant dans le secteur ici.

485 Et de plus, en recréant un bief amont, on va recréer aussi une zone probablement d'aulnaies. Donc notre travail, à partir de maintenant, à l'analyse environnementale, ça va être de déterminer justement les compensations, mais c'est dans les avenues que je vous ai exposées.

PAR LE PRÉSIDENT:

490 Très bien. Par exemple, dans l'hypothèse, bon, le projet se fait, on assiste à une hausse relativement permanente, on a des nouvelles cotes, donc vous avez fait allusion que, bon, compte tenu que dans cette plaine inondable, on peut penser que les sédiments se ressemblent un peu, vous estimez qu'il pourrait se recréer des aulnaies, mais au-delà des cotes où
495 actuellement on a de la végétation plutôt arbustive, un peu plus sèche qui pousse en milieu plus sec, néanmoins, est-ce que des aménagements de type faunique par exemple pour la sauvagine peuvent être envisagés comme mesure de compensation dans ce nouveau milieu humide là qui serait créé?

500 Mettons des valorisations de ce type-là, ça peut être considéré comme des compensations, ce type d'intervention?

PAR Mme ANNICK MICHAUD:

505 Oui, tout à fait. Comme je vous expliquais, c'était tout projet qui peut bonifier le projet au milieu faunique.

 Parce que c'est pas évident de recréer une tourbière. Les aulnaies vont se recréer probablement d'elles-mêmes.

510

 Donc dans ce cas-là, on va plus travailler dans cette optique-là.

PAR LE PRÉSIDENT:

515 Une autre question! Je sais pas si quelqu'un de la Direction régionale ici qui peut répondre! Jusqu'à maintenant, ces orientations-là ont-elles été appliquées dans certains cas actuellement de certificats d'autorisation en vertu de l'article 22 de la loi, pour la Côte-Nord?

PAR Mme ANNICK MICHAUD:

520

 Pour la Côte-Nord en particulier?

PAR LE PRÉSIDENT:

525 Est-ce qu'on l'a déjà appliquée? Est-ce qu'il y a des cas?

PAR Mme ANNICK MICHAUD:

 On va demander à Marilou Tremblay de la Direction régionale de la Côte-Nord!

530

PAR LE PRÉSIDENT:

 Bonsoir madame Tremblay.

535 **PAR Mme MARILOU TREMBLAY:**

 Bonsoir. En fait, jusqu'à maintenant, je vous dirais, la démarche, en fait, elle est en vigueur depuis novembre 2006. On n'a pas eu beaucoup de projets sur la Côte-Nord à date où on a dû appliquer la démarche jusqu'à la procédure de compensation.

540

 On l'a appliquée au niveau éviter, minimiser, comme disait Annick, puis c'est sûr, on s'est rendu, à un moment donné, jusqu'au processus de compensation. Puis à ce moment-là, ce qu'on a fait, ça a été des mesures de restauration de tourbière qui ont été mises de l'avant.

545 Évidemment, c'était dans un processus d'exploitation de tourbière, alors ça allait, ça rentrait bien. Un coup l'exploitation terminée, bien là, à ce moment-là, on leur demandait de s'engager à restaurer.

550 Puis il y avait aussi, en complément de ça, une portion de territoire où est-ce qu'il y avait de la protection de tourbière disons intégralement, donc avec marais et tout.

PAR LE PRÉSIDENT:

555 Donc nous en sommes au début de l'application de ces orientations.

PAR Mme MARILLOU TREMBLAY:

560 À la Direction régionale, oui. C'est sûr que dans d'autres directions régionales, ça pourrait être intéressant de voir où ils en sont, mais ici, on en est là.

PAR LE PRÉSIDENT:

565 On sait qu'il y a eu beaucoup d'articles de journaux et autres débats dans le cas de la Montérégie dans la région de Montréal concernant les milieux humides, c'est pour ça que je voulais voir comment ces orientations-là commencent à être appliquées en dehors de la Montérégie. C'était le but de ma question.

570 Pour ce qui est aussi, c'est que le promoteur dans son document estime, bon, sur les soixante hectares (60 ha) qu'il y a environ six hectares (6 ha) qui ont une valeur qu'il estime plus forte, donc quand vous parlez de compensation, donc vous avez mentionné, bon, les aulnaies, on pourrait laisser faire, mais pour ce qui est à ce moment-là, vous allez vous concentrer sur des milieux jugés uniquement de bonne valeur ou moyenne à bonne valeur?

575 Comment vous allez aborder la question?

PAR Mme ANNICK MICHAUD:

580 Donc je dirais pas que ça serait de moyenne ou bonne valeur. Définitivement les aulnaies, c'est surtout qu'on sait qu'elles vont être recrées. Ça serait plus au niveau des pertes qui vont être jugées impossibles à récupérer finalement, comme les tourbières qu'on a mentionnées.

585 Puis je crois que dans son bilan, le promoteur faisait état de sept pour cent (7 %) de tourbière, donc il faut partir de ça. Donc c'est sûr que dans l'analyse environnementale, on va faire le bilan de ça.

Là, c'est sûr que nous, on a les chiffres maintenant en main, puis on va continuer à discuter, mais définitivement, je crois que le promoteur est sur la bonne voie quand même de répondre à nos questions.

590

PAR LE PRÉSIDENT:

OK. L'approche privilégiée, c'est que vous demandez au promoteur de faire des propositions, est-ce que vous l'accompagnez?

595

Tout à l'heure, par exemple à Pêches et Océans, monsieur Picard, lui, a dit qu'il accompagnait. Dans votre cas, vous fonctionnez de quelle façon?

PAR Mme ANNICK MICHAUD:

600

Comme Marilou disait, c'est pas quelque chose qui est encore très commun, mais nous, bien, l'approche qu'on pense prendre, c'est qu'il y a des orientations, c'est soit restaurer une tourbière, c'est soit en protéger une ou tout autre projet d'intérêt faunique.

605

Donc on peut lancer la balle effectivement dans le cas du promoteur, de nous amener des propositions de compensation.

PAR LE PRÉSIDENT:

610

Par exemple, des organismes comme le Service canadien de la faune, est-ce que vous les consultez pour ce type de compensation?

PAR Mme ANNICK MICHAUD:

615

Ça pourrait être fait effectivement à l'analyse environnementale par exemple.

PAR LE PRÉSIDENT:

620

Ça pourrait être ça, mais disons jusqu'à maintenant, c'est pas un interlocuteur systématique à date?

PAR Mme ANNICK MICHAUD:

625

Pas pour l'instant, non, effectivement.

PAR LE PRÉSIDENT:

Très bien, je vous remercie. Madame Journault.

630 **PAR LA COMMISSAIRE:**

Je demanderais à monsieur Lastère s'ils ont des options envisagées pour la compensation?

635 **PAR M. BERTRAND LASTÈRE:**

Madame la Commissaire, j'aimerais que les gens de Génivar puissent répondre à ces questions qui sont très techniques au point de vue environnement.

640 **PAR Mme LAURIANNE GARRAUD:**

645 Au niveau des milieux humides, on est un petit peu dans le même cas en fait qu'exposait Marilou Tremblay dans le cadre de nos projets, c'est assez, je dirais pas exceptionnel, mais on se retrouve rarement avec vraiment de la compensation de milieux humides, mais c'est déjà arrivé.

Donc nous, à l'interne, on est conscient donc de la perte de milieux humides, la superficie qui est avancée, on est en discussion donc avec le ministère du Développement durable à ce sujet.

650 Et on envisage diverses options par rapport à des expertises qui se sont faites sur d'autres projets, par exemple d'une réhabilitation de typhaie où vraiment des plantations d'espèces qui sont plus caractéristiques et qui permettraient de recréer ce type d'habitat.

655 Mais c'est sûr qu'on évalue toutes les options qui peuvent se présenter, mais à l'état actuel des choses, c'est plus une réflexion, une démarche plutôt qu'un projet de compensation bien défini.

660 **PAR M. BERTRAND LASTÈRE:**

Par contre, on est bien d'accord que, comme pour Pêches et Océans, vous êtes mandaté pour trouver une solution pour compenser des habitats des poissons et donc pour donner satisfaction au MDDEP pour ces milieux humides aussi?

665 **PAR Mme LAURIANNE GARRAUD:**

670 Oui, oui, c'est ça. Nous, on essaie vraiment de respecter les critères de compensation qu'on nous demande, de compléter au mieux les habitats, de les remplacer de la façon dont ils nous sont demandés. On respecte les critères écologiques, on est conscient des fonctions écologiques des milieux humides aussi.

Puis avec notre expertise, puis l'expertise du MDDEP, on vise vraiment à faire ce qui est nécessaire pour compenser en fait vraiment.

675 **PAR M. BERTRAND LASTÈRE:**

Donc au niveau information, ce qui est important que l'on comprenne, c'est que nous, nous avons un engagement de donner satisfaction à ce niveau-là.

680 **PAR LE PRÉSIDENT:**

Très bien, je vous remercie.

685 **PAR Mme ANNICK MICHAUD:**

J'aurais un petit ajout à faire, monsieur le Président!

PAR LE PRÉSIDENT:

690 Allez-y.

PAR Mme ANNICK MICHAUD:

695 C'est juste pour vous dire que nous avons déposé le dépliant sur le traitement des demandes d'autorisation des projets en milieux humides à la Commission. Donc les gens peuvent en prendre connaissance.

PAR LE PRÉSIDENT:

700 Très bien, je vous remercie.

Monsieur Burcombe!

705 **PAR M. JOHN BURCOMBE:**

Oui, Alors c'est intéressant cette démarche, mais j'ai une certaine expérience dans la Montérégie où on essaie de remplacer les milieux humides par d'autres milieux. On peut dire qu'on essaie de remplacer un milieu humide par un boisé ou une forêt, alors jusqu'à quel point peut-on étirer cette compensation? Pour moi, c'est pas trop trop évident.

710 Mais aussi, je crois qu'Environnement Canada a une certaine expertise et une connaissance dans les milieux humides, et je sais pas même si il a une autorisation à donner, mais est-ce qu'Environnement Canada est impliqué dans l'appréciation de cette problématique?

715 **PAR LE PRÉSIDENT:**

À ma connaissance oui. Monsieur Rochon, avez-vous consulté Environnement Canada dans le cadre du dossier?

720 **PAR M. YVES ROCHON:**

Je vais demander à ma collègue de répondre à la question.

725 **PAR Mme ANNICK MICHAUD:**

Oui, effectivement, au même titre que Pêches et Océans ont été consultés en tant qu'experts lors du processus d'évaluation environnementale, Environnement Canada aussi a été consulté.

730 Leurs avis sont publics sur le site du Bureau d'audiences publiques.

PAR LA COMMISSAIRE:

735 Environnement Canada, je crois, a une politique pour la protection des terres humides sur leur territoire, sur les zones qu'ils administrent.

Il y a une politique de compensation aussi?

740 **PAR Mme ANNICK MICHAUD:**

Oui, un peu différente de la nôtre. Je suis pas porte-parole d'Environnement Canada, mais pour l'avoir lue, eux essaient, par exemple, d'essayer, c'est aucune perte, c'est un pour un. C'est vraiment, tu perds une tourbière, tu recrées une tourbière.

745 Mais c'est sur les terrains fédéraux.

PAR LE PRÉSIDENT:

750 Disons, Environnement Canada dont le Service canadien de la faune insiste du côté sauvagine beaucoup pour le maintien des habitats, pour ce type d'oiseaux là.

PAR Mme LAURIANNE GARRAUD:

755 Si vous permettez, j'aurais un commentaire.

PAR LE PRÉSIDENT:

Oui.

PAR Mme LAURIANNE GARRAUD:

C'est que, c'est sûr que vous parlez de l'exemple beaucoup de la Montérégie, sauf qu'il faut relativiser par rapport à la Côte-Nord, car la problématique des milieux humides est vraiment différente.

C'est sûr que donc, peut-être d'aborder le sujet sous un angle quand même un peu plus régional, si je peux me permettre, parce que les milieux humides sur la Côte-Nord ne sont pas – bien, c'est sûr qu'il faut les considérer – mais disons qu'ils sont pas limités ou ils n'ont pas non plus la même pression, en fait, sur ce genre d'habitat qu'on a, qu'il peut y avoir en Montérégie.

PAR LE PRÉSIDENT:

C'est exact, sauf les orientations du ministère tiennent compte, ils font une gradation en disant, on a une zone prioritaire, je crois qu'il y a trois (3) gradations, c'est deux (2) ou trois (3)?

PAR Mme ANNICK MICHAUD:

Il y en a deux (2) effectivement. Vous avez les Basses-Terres du Saint-Laurent et la Plaine du Lac-Saint-Jean versus le reste du Québec.

Donc pour ce qui est des Basses-Terres du Saint-Laurent puis la Plaine du Lac-Saint-Jean, c'est vraiment éviter et minimiser au maximum. Sauf que là, nous, on arrive, en tout cas dans le dépliant, c'est la situation numéro 3 qui s'applique, c'est-à-dire que la compensation d'une façon ou d'une autre qui peut être utilisée.

PAR LE PRÉSIDENT:

Donc vous êtes moins sévère que dans des milieux comme la Montérégie où il reste plus de milieux humides?

PAR Mme ANNICK MICHAUD:

Oui, au niveau de la valeur écologique. Il y a plusieurs critères qui entrent en ligne de compte et effectivement, la localisation géographique du milieu humide est prise en considération, est très importante.

PAR LE PRÉSIDENT:

Très bien, je vous remercie.

Monsieur Burcombe, cava?

PAR M. JOHN BURCOMBE:

Oui. J'espère qu'on ne va pas aussi loin que dire qu'on peut avoir une compensation monétaire pour ça!

PAR LE PRÉSIDENT:

Vous avez dit ça comment, excusez-moi?

PAR M. JOHN BURCOMBE:

J'espère qu'on va pas pousser la question de compensation jusqu'au point qu'on demande simplement un montant d'argent de compensation.

PAR LE PRÉSIDENT:

OK, c'est compris.

PAR Mme ANNICK MICHAUD:

Juste pour vous dire que c'était toujours une compensation en valeur écologique faunique. Donc nous, effectivement, l'aspect économique n'entre pas en ligne de compte.

PAR LE PRÉSIDENT:

Effectivement, lorsqu'on cherche à compenser un impact, il est logique que la compensation porte dans le même domaine, bien vraiment le même domaine que le milieu impacté. C'est la base de l'examen. Nous convenons de cela.

Est-ce que j'ai d'autres personnes inscrites au registre?

840

QUESTIONS DE LA COMMISSION

PAR LE PRÉSIDENT:

Alors nous avons deux-trois (2-3) petites questions.

845

Si quelqu'un veut s'inscrire et poser d'autres questions, il est le bienvenu ou la bienvenue. Entre-temps, nous allons poser quelques questions.

Je vais donner la parole à ma collègue.

850

PAR LA COMMISSAIRE:

Alors c'est pour le débit réservé. Pourriez-vous, monsieur Rochon, nous donner un aperçu de la politique, même si elle est surtout appliquée par le MRNF, elle a été d'abord élaborée, je crois, par votre ministère?

855

PAR M. YVES ROCHON:

Effectivement, la politique a été élaborée lors d'un ancien mariage entre la Faune et l'Environnement.

860

Je vais demander à ma collègue encore une fois de vous expliquer la politique et la situation par rapport au projet.

865

PAR Mme ANNICK MICHAUD:

Donc à prime abord, le but de la politique, c'est de prévenir, en fait, puis de minimiser les impacts négatifs associés à la réalisation des projets en milieu hydrique.

870

Il y a trois (3) principes directeurs de la Politique des débits réservés, soit aucune perte nette d'habitats du poisson ou de la productivité des milieux récepteurs; maintien de la libre circulation du poisson dans les cours d'eau; et contribution à la protection de la biodiversité des écosystèmes aquatiques.

875

Il y a plusieurs façons de déterminer la valeur du débit écologique. Il y a plusieurs familles de méthodes qui peuvent être appliquées.

À cet effet, on a un document qui présente les méthodes, toutes les méthodes utilisées qu'on peut déposer, si ça peut vous être utile, pour pas alourdir mon texte.

880

Donc finalement, le promoteur a fait la démarche préconisée dans la politique, puis le ministère considère que la démarche a été faite de manière adéquate.

885 La première étape que le promoteur a faite, c'était de vérifier l'importance des habitats présents dans le tronçon court-circuité, puis la conclusion du promoteur nous semble adéquate selon les vérifications qu'on a faites auprès de nos experts, et même cet après-midi avec Pêches et Océans.

Est-ce que vous voulez que je continue encore?

890 **PAR LE PRÉSIDENT:**

Vous pouvez aller en sous-question! À ce moment-là, vous pourrez continuer. Ce serait très bien pour un dépôt de copie de ce document-là.

895 **PAR Mme ANNICK MICHAUD:**

Oui.

900 **PAR LE PRÉSIDENT:**

905 On va essayer quand même de limiter, c'est un document spécialisé, je voudrais pas, nécessairement, par exemple l'ensemble des gens de la Commission n'ont pas besoin d'une copie chacun, je pense que c'est assez spécialisé, donc madame Boutin pourra vous dire le nombre minimum de copies, mais en tenant compte que ça pourrait être une copie pour la Commission, et après ça, on tiendra compte des centres de consultation. On va vraiment limiter le nombre de dépôts de ce document spécialisé.

910 Pour l'avoir déjà utilisé, le document, bon, on voit qu'il y a différents débits normalement qui sont proposés selon les périodes de l'année.

Ce qui ressort aussi du document également, c'est lorsqu'on prend les méthodes dites plutôt macros, ça nous donne des débits qui normalement devraient être plus conservateurs, plus élevés.

915 Si on va vers la modélisation, on peut raffiner, normalement on peut s'attendre à ce qu'au moins pour certaines périodes de l'année à raffiner un débit de moindre ampleur, parce qu'on peut le justifier en fonction des aires exondées ou inondées en permanence.

920 De votre côté, dans ce cas-ci, on a pris connaissance de discussions ou d'échanges par l'entremise des documents déposés. Donc le promoteur propose un débit assez uniforme sur l'année de neuf cents litres par seconde (900 l/s).

925 De quelle façon vous recevez cette demande du promoteur? On a entendu des gens, monsieur Picard du MPO après-midi, de votre côté, la position, parce qu'on pourrait s'enquérir de la même question bien entendu par écrit du côté du ministère des Ressources naturelles et de la

Faune, mais de votre côté, dans vos champs de préoccupations, quelle est votre position face à la position du promoteur, autrement dit du neuf cents litres par seconde (900 l/s)?

Madame Michaud.

PAR Mme ANNICK MICHAUD:

En fait, comme je vous ai dit un peu plus tôt, le promoteur a vraiment suivi la démarche préconisée dans la Politique de débits réservés. C'est-à-dire que point par point, il a passé par exemple, il a fait la démarche méthodologique à identifier son tronçon impacté, le débit qui allait être détruit. Il nous a fourni la qualité des habitats qui se retrouvaient dans ce tronçon court-circuité là et qui se trouvaient à être de qualité faible et moyenne.

Suite à ça, il a effectué un calcul de débits réservés comme le demande la Politique de débits réservés. Il a pas pu appliquer la méthode écohydrologique telle que préconisée un peu dans la politique, compte tenu du fait que les débits étaient très élevés. On parle entre trois point deux (3,2 m³/s)) et dix-neuf point un mètres cubes-seconde (19,1 m³/s).

Cependant, la politique permet au promoteur s'il juge que c'est impossible pour lui de se conformer à ce débit réservé là, pour des raisons économiques, techniques et autres, il peut proposer un débit inférieur aux méthodes qu'on préconise. Cependant, la valeur du débit ne doit jamais être nulle.

Puis dans ce cas-là, des aménagements fauniques sont requis.

Donc comme il nous l'a présenté, le promoteur, effectivement, il propose un débit de l'ordre de point neuf mètre cube-seconde (0,9 m³/s). En combinant des aménagements de seuils pour augmenter la superficie mouillée pour l'omble de fontaine et l'anguille principalement, une compensation pour la frayère à saumon en aval de la chute 2.

Ensuite de ça, bien, une fois que le débit réservé est fixé, par exemple ici à point neuf (0,9 m³/s), avec l'aménagement des seuils, il va y avoir un suivi biologique d'une durée de cinq (5) ans pour voir si tout est en ordre. Puis le programme dans la politique impose une obligation de résultats.

Et le promoteur, bon, s'est engagé dans son étude d'impact à respecter ces termes-là.

PAR LE PRÉSIDENT:

Très bien, je vous remercie.

Du côté de monsieur Lastère, avez-vous des choses à ajouter suite à ce que madame Michaud a dit?

PAR M. BERTRAND LASTÈRE:

Non, pas vraiment. On s'est appliqué, on a travaillé en collaboration avec le MDDEP afin justement d'arriver à une solution.

La seule chose que je dirais, qui, je pense, bonifie l'environnement, puisqu'on se retrouve avec des zones qui vont être pour les habitats de l'omble de fontaine et de l'anguille plus propices, et on va recréer une frayère qui sera dans ce cas-là vraiment opérationnelle, alors que celle que l'on a actuellement est seulement potentiellement existante.

PAR LE PRÉSIDENT:

Très bien.

PAR Mme ANNICK MICHAUD:

J'aurais un autre petit point qu'on m'a glissé à l'oreille!

Effectivement, le débit sera pas de point neuf (0,9 m³/s) tout le long de l'année, donc il va être modulé, comme le promoteur l'avait expliqué. Donc quand il pourra pas turbiner, ça va revenir dans la rivière. Donc le débit minimal est de point neuf (0,9 m³/s), mais c'est pas celui qui va être toute l'année dans le tronçon court-circuité.

PAR LE PRÉSIDENT:

C'est ça, monsieur Lastère l'a dit. Lorsque le débit serait au-delà de vingt mètres cubes (20 m³/s) dans la rivière, donc ce débit additionnel serait entièrement dans le bief court-circuité.

PAR M. BERTRAND LASTÈRE:

Comme aujourd'hui, comme vous pouvez voir la rivière, vous pouvez vous rendre compte qu'il y aura toujours beaucoup d'eau dans le bief intermédiaire.

Mais une petite chose qu'on n'a pas dite, c'est que la turbine a un débit minimum de fonctionnement qui est de deux point un mètres cubes (2,1 m³/s). Donc si vous voulez, quand il y a très très peu d'eau dans la rivière, quand on est à trois mètres cubes-seconde (3 m³/s), eh bien, à trois mètres cubes-seconde (3 m³/s), comme il y a point neuf mètre cube-seconde (0,9 m³/s) qui passe systématiquement dans le bief court-circuité, le deux point un (2,1 m³/s), nous ne pouvons pas l'utiliser avec la turbine, puisque c'est en dessous du débit minimum de la turbine, donc il passe dans le bief court-circuité.

1010 Donc c'est que lorsque le débit naturel, comme on se rappelle, on est au fil de l'eau, donc on n'a pas de stockage ou de déstockage, quand le débit de la rivière dépasse trois mètres cubes (3 m³/s), c'est à ce moment-là qu'on commence à turbiner.

PAR LE PRÉSIDENT:

1015 Très bien. Merci madame Michaud.

 Hier ou cet après-midi, je pense que c'est cet après-midi, il a été mentionné, quelqu'un a mentionné une compensation annuelle de mille dollars (1000 \$), je crois que c'est à l'Association pour les propriétaires de chalets.

1020 Le but de la compensation, c'est quoi? Est-ce que c'est simplement un partenariat ou une compensation en tant que telle?

PAR M. BERTRAND LASTÈRE:

 Non, ça, c'est pour le chemin de l'Association. Comme vous savez, les gens utilisent ce chemin et l'entretiennent surtout, donc nous avons, comme nous allons utiliser, bon, d'une façon un peu importante au moment de la construction du projet ce chemin, mais ultérieurement, notre opérateur passera par ce chemin, donc nous aurons une compensation. C'est une cotisation volontaire à cette association pour les aider à entretenir ce chemin.

PAR LE PRÉSIDENT:

1035 Très bien.

PAR M. BERTRAND LASTÈRE:

 Certaines personnes pensent que c'est pas suffisant, d'autres nous disent que c'est une barrière qui est éventuellement pas légale, pour nous, c'est pas un problème. Nous nous associons, si vous voulez, à cette cotisation volontaire pour que justement, cette route continue à être bien entretenue.

PAR LE PRÉSIDENT:

1045 Très bien, c'est clair, le régime du mille dollars (1000 \$).

 J'aurais une dernière question! Pour la construction, en période de construction, pour le secteur de Franquelin même, en quoi on peut résumer les retombées économiques locales à la construction?

J'imagine que vous avez fait un tour d'horizon. Qu'est-ce que les gens de Franquelin peuvent s'attendre de retombées économiques en période de construction pour le projet?

PAR M. BERTRAND LASTÈRE:

Alors on peut dire qu'il y a d'abord les gens qui ont des cartes de construction, parce que c'est malheureusement la législation du Québec, qui auront la possibilité, s'ils le veulent bien sûr, de travailler sur le chantier. Donc ça leur permettra, pour une fois, ces gens de la construction, de ne pas s'exiler et de pouvoir travailler localement chez eux.

La deuxième chose, c'est que bien sûr, les gens qui vont encadrer la construction devront se loger ici, donc le personnel d'Axor, lui, sera logé localement.

On a entendu dire qu'il y avait un restaurant qui allait s'ouvrir, donc ce sera pour nous une bonne façon, si vous voulez, de pallier à ce besoin naturel, c'est-à-dire d'avoir des repas.

Bien entendu, sur place, nous allons chercher à loger les gens. Donc il faudra que les gens puissent savoir s'il y a des possibilités de logements; nous en connaissons déjà, nous savons qu'il y a déjà certaines personnes qui peuvent mettre à disposition des logements pour des travailleurs, pour des monteurs par exemple au moment du montage de la turbine, il y a des gens qui vont venir de loin, qui vont venir pendant plusieurs mois. Ce sont des gens qui restent localement sur place et qui vont chercher à se loger, à se nourrir.

Comme autres choses, donc il y a aussi, on va s'approvisionner en essence, toutes ces choses-là, localement.

PAR LE PRÉSIDENT:

Très bien. Madame Journault.

PAR LA COMMISSAIRE:

Une question d'un autre ordre d'idée. Concernant la passe à poisson, dans l'étude d'impact et puis dans les questions aussi, questions et réponses des ministères, il est question de la vulnérabilité ou de la grande disponibilité pour le braconnage de la passe à poisson.

Est-ce qu'on peut imaginer un système, comme par exemple une grille à certains endroits sur la passe même qui pourrait limiter...

PAR M. BERTRAND LASTÈRE:

1095 Nous avons deux (2) passes à poisson. Nous en avons plusieurs! Nous avons les passes à poisson qui sont dans le bief intermédiaire, donc à partir du déversoir, vous avez une passe de dévalaison où va passer le débit de neuf cents litres-seconde (900 l/s).

1100 C'était d'ailleurs une question de monsieur Picard à cette passe-là, elle va être directement sur le déversoir. Ça, c'est la prise d'eau, OK, sur le déversoir, elle va concentrer le débit de neuf cents litres-seconde (900 l/s). C'est important, parce qu'il a posé la question de la remontée des anguillettes.

1105 Donc vous allez avoir un petit canal où vous avez un débit de neuf cents litres (900 l/s) qui passe dedans, qui va être concentré dans ce canal. Les anguilles ne pourront pas remonter. Donc c'était pour répondre à cette question.

1110 Ensuite, vous avez les autres passes. C'est simplement des passes de dévalaison. C'est dans le bief intermédiaire, c'est pas vraiment des endroits où, voilà, donc ça, vous avez ce petit canal qui part de notre déversoir et où on concentre, comme vous voyez, ce n'est pas un tuyau dans ce cas-là, mais on concentre le débit entre deux (2) murs jusqu'au plan d'eau de restitution.

1115 Ça permet deux (2) choses. Ça permet aux poissons de dévaler par glissement sans se faire mal alors qu'actuellement, ils descendent sur la roche. Et ça permet de concentrer le débit pour la dévalaison, ce qui surtout permet d'éviter aux anguillettes potentielles de remonter, puisque, comme on l'a dit, nous n'avons pas trouvé d'anguilles en amont de cette chute numéro 4.

1120 Donc ça, ce sont des endroits qui peuvent être sous surveillance, qui vont être sous surveillance vidéo. Donc ça va être protégé. Le public, d'une façon, pour pas que les gens se jettent à l'eau ou se fassent mal par des barrières, par des garde-corps, mais nous, on aimerait éviter de mettre des grandes barrières, des grandes clôtures, parce qu'on trouve que ça dégrade l'aspect esthétique de l'endroit.

1125 Mais si c'est quelque chose qu'on nous demande de faire pour protéger le dalot, pour éviter, pas le dalot, le petit canal, pour éviter que les gens viennent braconner le poisson qui dévale, ça peut être fait. Mais je pense, il va y avoir une surveillance vidéo de ça, puisque nous, à cet endroit-là, nous aurons l'électricité.

1130 Donc pour une question, non pas de braconnage, mais surtout de sécurité civile, nous aurons une sécurité, nous aurons une surveillance vidéo qui nous a été demandée par Transports Canada, je pense. C'est Transports Canada qui nous a demandé ça.

Par exemple on doit mettre aussi des équipements, comme des estacades, des choses comme ça, qu'on pourrait revenir.

1135 L'autre passe à poisson, c'est la passe qui est au niveau du dalot de la prise d'eau. Alors
c'est sûr que le poisson, comme nous avons expliqué, va arriver à cet endroit-là. Comme nous
l'avons déjà dit, il a tous les moyens de pouvoir repartir plutôt que de rentrer dans cette prise
d'eau, de passer à travers la grille, mais enfin, s'il décide de passer dans la prise d'eau, il a son
échappatoire qui lui permet de redescendre dans ce dalot qui est souterrain, qui est fermé, qui
est une glissoire, une glissade d'eau, et qui arrive ici. Donc ce serait très simple de mettre une
1140 épuisette au bout et de récupérer le poisson.

Ça, c'est pas très loin de notre centrale, on peut mettre là encore un système vidéo ou
alors, on peut mettre, c'est bien dommage parce que ça va être un endroit splendide, on peut
mettre des clôtures. Mais on voudrait éviter ça, quoi, c'est quand même déplorable de mettre
1145 des clôtures comme ça, quoi. Mais si ça s'avère nécessaire à cause du braconnage, on le fera.

PAR LE PRÉSIDENT:

Très bien, je vous remercie.

Ça va madame Journault?

Ça fait le tour des questions que nous avons. Éventuellement, bien entendu, la
Commission pourrait poser des questions par écrit, autant au promoteur qu'aux personnes-
1155 ressources.

D'ailleurs nous avons quelques questions que nous allons envoyer au ministère des
Ressources naturelles et de la Faune secteur Faune, notamment par écrit, très prochainement.
On va regarder ça, mais on peut penser, on peut essayer de voir si on est capable de les envoyer
1160 vendredi, mais c'est à très court terme.

Les questions écrites de la Commission vont être mises en ligne aussitôt envoyées, pour
que les gens sachent qu'est-ce qu'on pose comme questions. Lorsque la réponse arrivera, nous
allons la mettre en ligne également, ou les réponses.

PAR M. BERTRAND LASTÈRE:

Comme la séance semble s'ajourner, on n'a pas parlé de sécurité de barrage. Parce que
certaines personnes peuvent peut-être être inquiètes au cas où ce barrage se brise, qu'est-ce qui
1170 arrive, qu'est-ce qui se passe pour Franquelin, est-ce que c'est une information...

PAR LE PRÉSIDENT:

Si vous pouvez donner de l'information sur ce point-là aux gens ici, vous êtes le bienvenu.

PAR M. BERTRAND LASTÈRE:

1180 Au niveau de la sécurité de barrage, donc, c'est sûr qu'on crée un déversoir qui crée une retenue, une retenue qui est importante. Donc il y a une grande quantité d'eau qui va être retenue, si vous voulez, en amont de Franquelin.

 Donc une étude a été commandée à une compagnie spécialisée, et cette étude va être soumise au Centre d'expertise hydrique la semaine prochaine.

1185 La conclusion est que du fait – ces études doivent déterminer ce qu'on appelle la crue de sécurité. Le niveau de risque pour Franquelin, au cas où ce barrage d'un seul coup disparaissait et laissait échapper l'eau, la démonstration a été faite par ces gens-là en simulant les écoulements d'eau, que, bien, vous auriez pas plus d'eau qu'aujourd'hui qui arrive au pied de Franquelin.

1190 Donc les risques sont très faibles. Et finalement, la crue de sécurité que l'on avait, nous, envisagée au départ était une crue de un en mille (1000) ans, elle a été abaissée à un en cent (100) ans.

1195 Elle va être soumise au Centre d'expertise hydrique qui devra analyser cela et confirmer et accepter.

PAR LE PRÉSIDENT:

1200 Pourquoi exactement la crue, c'est seulement la crue un dans cent (100) ans qui est considérée?

PAR M. BERTRAND LASTÈRE:

1205 Parce que, si vous voulez, la lame d'eau qui arrive du bief amont vient atténuer dans tout le bief intermédiaire où il n'y a ni maison, ni structure et ensuite, cette masse d'eau qui arrive vient s'agrandir, si vous voulez, s'atténuer dans l'estuaire que vous avez ici au pied de Franquelin. C'est ça qui est l'estuaire où la marée se fait sentir.

1210 Donc le niveau d'eau, nous avons regardé, nous avons d'ailleurs eu un complément d'investigation ce matin, on a vérifié les niveaux d'eau qu'il y a au niveau du village forestier, et donc vous voyez cette atténuation, Nicholas est peut-être plus familier avec ça, donc tu peux peut-être commenter!

1215 **PAR LE PRÉSIDENT:**

Parce que normalement, une crue dans mille (1000) ans va être beaucoup plus importante qu'une crue dans cent (100) ans, donc l'onde de crue, sa dispersion atteindrait des niveaux supérieurs?

1220 **PAR M. BERTRAND LASTÈRE:**

Oui, elle atteint des niveaux supérieurs en amont, à cet endroit-là. Vous voyez, c'est un en dix mille (10 000) ans.

1225 Mais quand vous arrivez ici à Franquelin, eh bien, tout se confond, parce qu'il y a eu déjà l'onde qui s'est complètement écrasée, si vous voulez.

PAR LE PRÉSIDENT:

1230 Très bien, je comprends.

PAR M. BERTRAND LASTÈRE:

1235 Donc c'est pour rassurer les gens que vous ne risquez pas d'être emportés par une crue soudaine à travers les maisons ici.

1240 Les chalets, quels chalets? Ah non, les chalets sont très très en amont du bief amont, de la zone amont. Donc tous les chalets de l'Association, il y a absolument aucun impact sur ces chalets. Nous, on est en aval de cette zone-là.

1245 Le seul chalet qui n'était même pas mis en eau mais dont l'eau s'approchait à peu près à trente mètres (30 m), donc à peu près, non, trente pieds (30 pi), c'était le chalet de monsieur Bouthillier. Pour éviter tout problème, nous avons préféré nous mettre d'accord avec lui et acheter ce chalet.

Donc il n'y a aucun impact sur les chalets en amont, surtout les chalets des gens de l'Association.

1250 **PAR LE PRÉSIDENT:**

Très bien.

Rebonsoir monsieur Burcombe, vous avez une question!

1255 _____

JOHN BURCOMBE

1260 **PAR M. JOHN BURCOMBE:**

Oui. Étant donné qu'on discute de la sécurité, actuellement, est-ce qu'on peut avoir la diapositive avec, oui, celui-là! Alors vous montrez à l'extrême droite le niveau du pont de la 138, c'est ça, mais un peu en amont, à la chute numéro 2, il y a un autre pont, le pont actuel qui traverse la rivière.

1265 Est-ce que vous pouvez indiquer c'est où approximativement?

PAR M. NICHOLAS PAWLONKA:

1270 Dans le cas de la Loi sur la sécurité des barrages, on est tenu de vérifier en fait la rupture sur des ouvrages d'importance qui sont un pont sur une route nationale, des habitations.

1275 Mais le pont dont vous parlez, en fait, n'intervient pas comme un ouvrage majeur qui a besoin d'être étudié dans le cadre de l'étude.

PAR M. BERTRAND LASTÈRE:

1280 En fin de compte, ce pont n'est d'ailleurs absolument pas répertorié.

PAR LE PRÉSIDENT:

Il est situé à environ...

1285 **PAR M. BERTRAND LASTÈRE:**

Il est situé ici ou ici? Je pense qu'il est situé ici! D'ailleurs, je vous signale qu'il est en train de partir dans la rivière en ce moment.

1290 **PAR LE PRÉSIDENT:**

À cause de l'érosion de la berge.

PAR M. JOHN BURCOMBE:

1295 Oui, actuellement, le débit dans la rivière, et même à ce pont-là, ça vient presque au tablier du pont, alors c'est ce qu'on voit dans la rivière présentement, c'est quoi par rapport à ces débits qu'on voit là?

PAR M. BERTRAND LASTÈRE:

Actuellement, avec la simulation qu'il y a, on a essayé de voir, actuellement quand il y a eu le coup d'eau qui était hier soir, qui a été le plus important, on était à un coup d'eau de plus de un en cent (100) ans.

Mais ça, ça, c'est une estimation, parce que l'étude, vous savez, c'est une étude d'ingénieurs, donc les gens se mettent du côté très conservateur, et donc on s'est rendu compte que, si vous voulez, on n'atteint même pas ces niveaux d'eau. Donc cette étude est très conservatrice.

Et on a mesuré tout ça aujourd'hui à l'aide d'un GPS pour repérer tous ces niveaux d'eau, en fonction des débits, et on va demander justement au ministère, disons, les stations hydriques, qu'il s'en occupe de nous dire, aujourd'hui avec les cent vingt millimètres (120 mm) d'eau qui sont tombés hier, quelle est la crue qu'on a eue, le coup d'eau qu'on a eu instantané qui s'est passé.

PAR M. JOHN BURCOMBE:

Est-ce qu'on peut nous fournir cette information à la Commission?

PAR M. BERTRAND LASTÈRE:

On va vous fournir l'information si on arrive à l'obtenir.

PAR LE PRÉSIDENT:

Si vous l'obtenez, vous allez nous la communiquer.

PAR M. BERTRAND LASTÈRE:

Oui, il y a pas de problème.

Donc vous voyez, ça, c'est les conditions normales vues d'avion, vues d'hélicoptère exactement. Aujourd'hui, on pourrait vous montrer les photos, toute cette zone-là est déjà en eau, vous avez donc toute cette pointe qui est recouverte, etc., du fait de la forte crue.

Donc vous voyez, donc on est ici, et donc on arrive, la crue un en cent (100) ans vient juste berce cet endroit-là au niveau de la crue.

Bien voilà, très bien! Donc ça, c'était ce matin. On peut féliciter Nicholas!

Donc la limite d'influence de la crue un en dix mille (10 000) ans, on est ici, vous voyez, alors que l'ensemble de la municipalité a l'élévation sept mètres (7 m). Donc un en deux mille

(2000) ans, ce n'est même pas la crue de sécurité, puisque les études nous ont montré que théoriquement, on devrait pouvoir, disons le Centre d'expertise hydrique devrait pouvoir accepter un en cent (100) ans. C'est à eux de valider notre étude et cette information.

PAR LE PRÉSIDENT:

Très bien. Je vous remercie, monsieur Burcombe, ça vous va?

PAR M. JOHN BURCOMBE:

Merci.

PAR LE PRÉSIDENT:

Alors bien entendu, si vous obtenez des confirmations, n'hésitez pas à nous les signifier et nous en ferons le dépôt.

PAR M. YVES ROCHON:

Monsieur le Président, j'ai peut-être une information complémentaire effectivement!

Ce qu'il faut comprendre, c'est que par rapport à la sécurité des ouvrages, c'est que, de un, le barrage a été identifié comme un barrage, selon la Loi sur la sécurité des barrages, comme un barrage à forte contenance, compte tenu du volume d'eau puis de la hauteur.

La première chose qu'il faut comprendre, dès qu'on ouvrage dans un réservoir d'eau est considéré comme à forte contenance, tous les autres ouvrages, donc la digue d'étanchéité qu'on parlait, les travaux d'étanchéité de la digue naturelle sont considérés dans la même optique à forte contenance, même s'il ont un mètre (1 m) de haut, ils vont tous être analysés de la même façon, puis ils sont soumis aux mêmes vérifications techniques qui sont fixées par la loi.

Donc c'est un point.

Le deuxième point, compte tenu que c'est un barrage à forte contenance, effectivement la loi, ce qu'elle dit à ce moment-là de faire, c'est de vérifier les niveaux de conséquences qui découlent d'une rupture de barrage pour fixer le niveau de crue sur laquelle un barrage, c'est ce qu'on appelle la crue de sécurité du barrage, le niveau de crue où ce que le barrage doit résister.

Dans le dossier, effectivement, comme l'a dit l'initiateur, le seul élément problématique, c'est la route 138 qui est une route nationale, donc qui est considérée un élément sensible et qui doit être protégée.

1385 Les données que monsieur vient de donner, effectivement, viennent d'arriver, ça va être
analysé par le Centre d'expertise, mais considérant qu'un bri de barrage n'affecterait pas cette
route-là, donc c'est pour ça qu'on peut à ce moment-là dire, on pourrait dire, si ces données-là se
valident comme exactes par le Centre d'expertise, que le niveau de conséquence serait faible ou
1390 minimal. Puis là, l'ouvrage, à ce moment-là, peut être conçu pour résister à une crue de cent
(100) ans.

C'est un peu la mécanique qui est faite, et c'est effectivement la validation que va faire le
Centre d'expertise par rapport aux ouvrages.

1395 **PAR LE PRÉSIDENT:**

Très bien, je vous remercie.

Monsieur Lastère!

1400 **PAR M. BERTRAND LASTÈRE:**

À titre d'information, c'est pour vous montrer l'état de la rivière actuellement, avec les
niveaux d'eau. Ça, c'est la chute du 4. C'est-à-dire que lorsque, bien, le déversoir a déjà été
1405 construit, si vous voulez, donc ce sera le niveau que l'on obtiendra, sera inférieur à ce niveau-là.

Donc aujourd'hui, les niveaux de la rivière sont supérieurs à soixante-trois mètres (63 m)
naturellement.

1410 **PAR LE PRÉSIDENT:**

C'est assez impressionnant. C'est-à-dire qu'il est tombé beaucoup de précipitations.

PAR M. BERTRAND LASTÈRE:

1415 C'est très intéressant comme information pour nous. C'est très intéressant d'avoir été là
pour ça.

PAR LE PRÉSIDENT:

1420 Et vous avez fait des mesures, donc ça vous donne des mesures réelles?

PAR M. BERTRAND LASTÈRE:

1425 Oui, c'est ça. On a profité de cet événement assez extraordinaire pour aller prendre des
photos entre les deux (2) sessions!

PAR LE PRÉSIDENT:

C'est surtout souvent les pointes de crue, surtout les rivières de taille modeste, les points de crue sont très brèves et c'est souvent la difficulté de pouvoir avoir des données dans les rivières non jaugées.

Très bien, je vous remercie.

MOT DE LA FIN

PAR LE PRÉSIDENT:

Donc c'est un dernier sujet qui a été abordé!

Maintenant, ceci met officiellement fin à la première partie de l'audience publique.

Je tiens à remercier toutes les personnes qui ont participé, les gens du promoteur, les personnes-ressources, les participants, les citoyens qui ont participé pour le questionnement de la Commission, et aussi des personnes qui étaient intéressées à venir adresser des questions à la Commission.

Je rappelle aussi que nous allons revenir dans un petit peu moins d'un mois, c'est-à-dire le 27 mai prochain ici même, pour le début de la deuxième partie de l'audience publique.

La deuxième partie de l'audience, la salle va être un petit peu plus simple qu'actuellement. C'est-à-dire qu'il y aura toujours bien entendu la table où siègent moi-même et madame Journault, il y aura la table des intervenants, la sténotypiste, les gens qui s'occupent de la sonorisation et autres, une table pour nos analystes. Ce qu'il n'y aura pas, ce sera la table du promoteur et des personnes-ressources.

Bien entendu et le promoteur et les personnes-ressources sont les bienvenus à assister à la seconde partie de l'audience publique.

Cette deuxième partie est réservée à des échanges entre les gens qui désirent présenter des mémoires à la Commission. À ce moment-là, les gens viennent faire une brève présentation; si les mémoires sont substantiels, on demande aux gens de faire une synthèse de leur mémoire, parce que la Commission aura pris connaissance auparavant des mémoires. En faisant une synthèse, ça permet ensuite de ça à la Commission d'échanger avec les gens qui présentent leur mémoire.

1470 L'échange se fait, ça consiste habituellement, la Commission peut demander des précisions ou parler de l'expérience de la personne qui présente un mémoire sur un tel sujet, des choses comme ça. Alors on fait un échange de quelques questions et ainsi de suite, alors en fonction du nombre de gens qui se seront inscrits pour les mémoires.

1475 Il est important bien entendu que les mémoires soient rédigés dans le respect de tous. Alors on peut traiter de tous les sujets qu'on voudra, mais ce qui est important, c'est de pas faire de remarques blessantes à l'endroit de quiconque. Je demande la collaboration de tous à ce sujet-là. Un mémoire donc ne doit pas comporter d'atteintes à la dignité, à l'honneur, à la réputation ou à la vie privée de personne, auquel cas je vous le dis, si un mémoire était de ce type-là, la Commission pourrait simplement refuser le dépôt. Parce que la Commission va déposer chacun des mémoires dans les centres de consultation ainsi que dans son site Internet; mais si nous jugeons que le mémoire est inapproprié, la Commission n'en fera tout simplement pas le dépôt. Alors c'est important.

1485 Mais normalement, étant donné qu'on lit les mémoires avant, si tel était le cas, nous allons contacter la personne qui a déposé le mémoire pour lui indiquer cela. Dans certains cas, souvent, c'est des phrases malheureuses, donc la personne peut accepter simplement de remodifier son mémoire. Alors on peut régler la situation de cette façon-là assez fréquemment. Alors je demande votre collaboration pour la rédaction des mémoires.

1490 Bien entendu, il est possible de présenter un mémoire, de déposer un mémoire à la Commission sans le présenter devant la Commission.

1495 Il est aussi possible de signifier l'intention de faire une présentation uniquement verbale, sans mémoire.

1500 Il est important, pour ce qui est de la signification de votre intention de présenter un mémoire, j'avais dit hier, je vais essayer de retrouver les dates exactes, bon, pour les mémoires, j'ai dit, les premiers qui communiquent leur intention de présenter leur mémoire ont les meilleures places; les derniers, bien entendu, vont prendre les places restantes. Donc premiers arrivés premiers servis pour choisir le moment qu'ils veulent présenter, plus tôt ou plus tard par exemple dans la soirée. Tout va dépendre du nombre de mémoires que nous aurons, pour savoir si nous aurons à faire plus d'une séance.

1505 Alors s'il vous plaît, signifiez votre intention de nous présenter un mémoire au plus tard le 13 mai prochain.

1510 Et ensuite de cela, pour ce qui est du dépôt de vos mémoires, pour que la Commission puisse les lire avant, et ceci permettra un meilleur échange, la date limite, ce qu'on vous demande, serait le 23 mai 2008, donc à midi (12 h).

Bien entendu, si vous êtes pas capable de déposer votre mémoire avant, on refusera pas de vous recevoir, comprenez bien, mais ce serait apprécié que vous puissiez nous envoyer au plus tard votre mémoire le 23 mai à midi (12 h). Ainsi, nous pourrions en faire une lecture attentive.

Alors je vous remercie. Je vous souhaite une bonne fin de soirée.

Alors j'ignore quel est le pointage pour le Canadien, mais il n'est pas trop tard pour pouvoir assister, je croirais, à la deuxième période avant qu'elle se termine!

Bonne soirée à tous!

Je, soussignée, DENISE PROULX, sténotypiste officielle, certifie sous mon serment d'office que le texte qui précède est la transcription fidèle et exacte de mes notes sténotypiques.

DENISE PROULX,
Sténotypiste officielle.